Protestation et appel à la pitié : une démarche performative. Les lettres de prélats sur la déportation des juifs en 1942

Protest and appeal to pity: a performative process. Some prelates' letters on the deportation of the Jews in 1942

Francine Edelstein

Electronic version

URL: <http://journals.openedition.org/aad/3932>

DOI: 10.4000/aad.3932

ISSN: 1565-8961

Publisher

Université de Tel-Aviv

Electronic reference

Francine Edelstein, « Protestation et appel à la pitié : une démarche performative. Les lettres de prélats sur la déportation des juifs en 1942 », *Argumentation et Analyse du Discours* [Online], 24 | 2020, Online since 16 April 2020, connection on 18 April 2020. URL : <http://journals.openedition.org/aad/3932> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/aad.3932>

This text was automatically generated on 18 April 2020.

Argumentation & analyse du discours est mis à disposition selon les termes de la licence Creative Commons Attribution - Pas d'Utilisation Commerciale - Pas de Modification 4.0 International.

Protestation et appel à la pitié : une démarche performative. Les lettres de prélats sur la déportation des juifs en 1942

Protest and appeal to pity: a performative process. Some prelates' letters on the deportation of the Jews in 1942

Francine Edelstein

1. Introduction

- 1 Ce travail se propose d'examiner l'appel à la pitié dans son rapport à la protestation, comprise comme un acte de langage lié à un événement auquel on s'oppose et contre lequel on s'indigne. Protester, c'est présenter cet événement de façon à contraindre à une prise de position, et appeler à une solution à travers un discours coercitif : il faut réagir, il faut faire quelque chose. Le but est d'alerter, d'attirer l'attention sur l'injustice, de sensibiliser le public à la discrimination et à la souffrance de l'autre – parfois en exhibant l'horreur, comme nous allons le voir par la suite –, et d'obtenir de l'aide pour agir. La protestation, refusant donc un état de fait, a pour visée la modification et l'amélioration par l'action d'une situation perçue comme intolérable ; elle engage résistance et intervention. C'est dans ce sens qu'on peut parler d'un discours performatif.
- 2 Dans ce cadre, on explorera dans une perspective discursive et argumentative l'appel à la pitié émis par des représentants de l'Église catholique et de l'Église protestante en France, et ses modalités d'intégration dans une protestation contre le traitement inhumain réservé aux juifs pendant la Seconde Guerre mondiale.
- 3 J'ai retenu cinq lettres de protestation émises par ces hauts dignitaires de la zone occupée suite aux rafles massives de l'été 1942. Mentionnées par divers historiens

spécialistes de la Shoah (Friedländer 2008 ; Klarsfeld 2001 ; Poznanski 2008, parmi d'autres), ces lettres n'ont pas encore été analysées en profondeur. Elles ont été reproduites dans certaines feuilles clandestines de la Résistance, mais surtout, elles ont été publiées, souvent dans leur intégralité, par la plupart des journaux suisses romands de l'époque¹. En France, les lettres en question ont été distribuées et lues en chaire par les curés des diocèses concernés. Appelant à la pitié envers les victimes, les prélats manifestent pour la première fois leur indignation dans la sphère publique.

- 4 En de telles circonstances, nous pouvons nous demander comment l'argument *ad misericordiam* qui nourrit la protestation tente de sensibiliser les autorités de Vichy et la population au terrible sort réservé aux juifs. En effet, il ne s'agit pas simplement d'informer mais aussi d'encourager implicitement à œuvrer en faveur des persécutés. On sait que l'Église catholique s'était ralliée au maréchal Pétain qu'elle considérait comme un sauveur après la défaite de juin 1940. Elle invitait à respecter le nouveau gouvernement en place qui mettait fin à la III^e République laïque et laissait apercevoir une possibilité de retour aux valeurs catholiques traditionnelles (Paxton 1973 : 148-152, Fouilleux 2002 : 111-124). On tentera donc de voir par quelles voies ces lettres, sans soulever l'auditoire contre le gouvernement de Vichy ni même, souvent, le critiquer, incitent les destinataires à réagir.
- 5 On étudiera pour ce faire la manière dont l'appel à la pitié se construit dans le discours des hommes d'Église dans son rapport à la vertu chrétienne de charité, mais aussi à diverses autres valeurs convoquées dans les textes, comme la justice ou le droit d'asile, pour nourrir une véhémence protestation morale.

2. La pitié et la charité

2.1. La pitié

- 6 Selon la définition du *TLFi*, la pitié est un sentiment d'affliction que l'on éprouve pour les maux et les souffrances d'autrui et qui porte à les voir soulagés ; et selon celle d'Aristote « une peine consécutive au spectacle d'un mal destructif ou pénible, frappant qui ne le méritait pas » (*Rhét.*, 1385b) et à laquelle, par le sentiment d'« obligeance » - « en raison duquel celui qui possède rend service à quelqu'un qui en a besoin, sans rien en échange, sans espoir d'aucun avantage personnel, mais dans le seul intérêt de l'obligé » - nous pouvons répondre en aidant la personne en danger ou en détresse. (*Rhét.*, 1385a). Au sentiment de pitié, Aristote oppose celui d'indignation qui n'est pas suscité par le spectacle de la misère d'autrui mais par l'observation de « ceux qui sont heureux sans le mériter » (*Rhét.*, 1386b). Par là, Aristote met en avant des principes moraux d'équité comme la justice qui, liés au sentiment de pitié considéré alors comme légitime ou raisonnable, peuvent mener à une action.
- 7 Christian Plantin souligne également le caractère argumentatif et l'action effective des émotions, comme l'appel à la pitié. Son but n'est pas d'évaluer la validité de l'argumentation faisant appel au sentiment de pitié - comme dans l'approche de Douglas Walton (1992, 1997) - mais de procéder au « repérage des opérations discursives construisant la pitié » qui affichent ou orientent le sentiment vers l'horreur et l'indignation. « L'énoncé fonctionne [alors] comme un argument, servant à justifier de la pitié et permet éventuellement de construire de la honte [*sic*] chez l'interlocuteur qui refuse d'agir en conséquence » (Plantin, 1997 : 87, 94). Ainsi, l'appel à la pitié, lié à

l'indignation et encadré par des valeurs morales, peut se présenter comme un levier de la protestation et de l'action.

- 8 Il faut souligner que dans les circonstances difficiles de l'occupation nazie et de la persécution des juifs par le régime de Vichy, la question du caractère raisonnable de l'appel à la pitié comme argument menant à une action est complexe. Ainsi que le souligne Walton, pour qu'il y ait argument valide et non simple impulsion émotionnelle qui ne tient pas compte des conséquences à long terme, il faut qu'on puisse répondre à un certain nombre de questions critiques : Y a-t-il d'autres alternatives d'action ? Cette action est-elle réalisable ? Y a-t-il d'autres buts qui entrent en conflit avec celui-ci ? Y a-t-il des effets négatifs à prendre en compte ? (Walton 1997 : 112 ; voir l'introduction de Ruth Amossy dans le présent numéro). Or la réponse à ces questions à l'époque de l'invasion nazie ne va pas de soi. Quelle action d'aide aux victimes qui inspirent la pitié est réalisable en la circonstance ? Ne faut-il pas donner la prééminence à l'obéissance due au Maréchal Pétain dont l'Église a globalement soutenu le régime, plutôt qu'à la compassion suscitée par les déportations ? Plus encore, ne faut-il pas prendre en compte les conséquences funestes qu'entraînerait le mépris des demandes de l'Allemagne nazie ?
- 9 On peut cependant se demander s'il suffit de vérifier que l'émotion ne suffit pas à satisfaire aux conditions d'une action justifiée par les critères de la raison, c'est-à-dire dotée d'une validité logique, pour le condamner. Comme le demande Robert Kimball dans son « Moral and Logical Perspectives on Appealing to Pity », il faut que l'appel à la pitié soit envisagé à la lumière de critères non seulement rationnels, mais aussi éthiques. Le chercheur argue que « le traitement de l'appel à la pitié comme argument fallacieux dans la tradition de la logique informelle suppose un contexte d'évaluation très restreint basé de façon stricte sur un sens étroit de l'action-délibération rationnelle » (2001 : 344 ; je traduis). En d'autres termes, il reproche à la logique informelle selon Walton d'examiner seulement l'effet de l'émotion et les conséquences néfastes qu'elle risque d'entraîner (en l'occurrence, il s'agit des conséquences qu'entraînerait non seulement le rejet des décisions du gouvernement de Vichy, mais aussi le mépris des ordres de l'occupant). Elle ne prend pas en ligne de compte que la pitié peut être un sentiment moral désirable, voire indispensable, dans les rapports humains au-delà des critères logiques. Aussi faut-il selon Kimball élargir notre contexte d'évaluation pour y introduire des critères éthiques².

2.2. La charité chrétienne

- 10 Dans une perspective religieuse, l'appel à la pitié pourra par ailleurs être conforté par une vertu chrétienne cardinale telle que la charité, qui est l'amour du prochain inspiré par la foi en Dieu. « Charité » a le « même sens général que l'amour [en l'occurrence l'amour des hommes entre eux] » :

Lorsque Jérôme, au IV^e siècle, traduit la Bible en latin, il dut [...] éviter le mot *amor*, irrémédiablement avili et discrédité par le paganisme [...] Jérôme traduisit donc : *Deus charitas est*. Et c'est ce terme latin de la Vulgate, *charitas* = action de chérir (parfois alterné avec le synonyme *dilectio*), qui par la suite est devenu le français : *charité*, dans les cas où il importe de garantir à l'amour chrétien sa pureté, sa spiritualité et, pour tout dire, sa sublimité, la charité qui doit unir les créatures étant fonction de l'amour de leur Créateur et Rédempteur, l'infinie charité du Dieu de Jésus-Christ³.

- 11 Dans le christianisme, la charité, vertu chrétienne fondamentale, consiste donc dans l'amour de Dieu et du prochain. Elle est aussi acte fait au nom de l'amour du prochain, et par extension, la qualité qui porte à vouloir aider autrui, à lui porter secours. Elle se relie par là à la pitié, qui conduit à secourir les malheureux. Walton souligne bien que dans une perspective chrétienne, le sentiment de pitié menant à des actes de charité apparaît comme globalement positif (Walton 1997 : 56), là où dans d'autres contextes la pitié est souvent accusée de condescendance et critiquée de ce fait.
- 12 Ainsi, de hauts dignitaires de l'Église, guidés par leur devoir de charité chrétienne s'élevèrent publiquement contre les rafles et la déportation des juifs. Ils adressèrent au Maréchal des lettres de protestation faisant appel à la pitié et ordonnèrent qu'elles soient lues également en chaire. Une intervention discursive qui n'était pas simple – comme nous allons le voir – car d'une part il s'agissait d'obéir à sa conscience de chrétien et de faire entendre sa voix et de l'autre, de ménager le maréchal Pétain auquel étaient vouées admiration et vénération.

3. Les lettres des hauts dignitaires

3. 1. La première protestation officielle de l'Église : « un appel angoissé à la pitié »

- 13 La première lettre adressée au maréchal Pétain le 22 juillet 1942 – un peu moins d'une semaine après la rafle du Vélodrome d'Hiver –, a été émise par le cardinal Suhard, archevêque de Paris, au nom des cardinaux et archevêques de France assemblés à Paris. Ce fut la première lettre de protestation officielle de l'Église catholique de France à propos de la persécution des juifs (Friedländer 2008 : 523). Ce texte n'a pas été lu en chaire mais diffusé parmi les curés (Klarsfeld 1993 : 369). Aussi Pétain n'a-t-il pas été le seul allocataire de cette lettre : elle était également adressée au tiers que représente le grand public et plus particulièrement celui des catholiques. À noter que c'est la seule lettre, comme nous pourrions le constater par la suite, dans laquelle l'appel à la pitié est énoncé explicitement et d'une façon formelle :

Profondément émus par ce qu'on nous rapporte des arrestations massives d'Israélites opérées la semaine dernière et les durs traitements qui leur ont été infligés, notamment au Vélodrome d'Hiver, nous ne pouvons étouffer le cri de notre conscience.

C'est au nom de l'humanité et des principes chrétiens que notre voix s'élève pour une **protestation** en faveur des droits imprescriptibles de la personne humaine.

C'est aussi un appel angoissé à la **pitié** pour ces immenses souffrances, pour celles surtout qui atteignent tant de mères et d'enfants.

Nous vous demandons, Monsieur le Maréchal, qu'il vous plaise d'en tenir compte, afin que soient respectées les exigences de la justice et les droits de la charité (je souligne).

- 14 On voit que l'appel recourt à des moyens émotionnels dans un but persuasif. Les auteurs de la lettre évoquent leur propre émotion, qu'ils mettent en tête du texte : « profondément émus ». Un sentiment de pitié, qu'ils vont s'efforcer de faire partager, est à l'origine de leur protestation devant « les arrestations massives » qui sont infligées aux membres d'une communauté sans que la raison en soit explicitée. C'est l'emploi du terme « Israélites » qui donne indirectement la raison des arrestations. Le choix du vocable, il faut le souligner, n'est pas innocent : les ecclésiastiques refusent la

désignation de « juifs » avec ce qu'elle charrie dans les discours nazis dominants à l'époque. En recourant au terme d'« Israélites », qui est associé à l'Israël biblique et à son peuple, ils témoignent aux victimes leur respect et leur redonnent une dignité. L'acte de nomination est donc aussi un type de prise de position.

- 15 La formulation qui omet tout acte d'accusation à la source des arrestations, le caractère massif de celles-ci et le fait que seul le terme d'Israélites en donne implicitement la raison, implique, sans qu'il soit besoin de le dire en toutes lettres, que ces personnes sont innocentes et donc objet d'une injustice. Les « durs traitements » qui leur sont infligés doivent de ce fait susciter un sentiment de pitié, aussi bien chez l'allocutaire principal que parmi les fidèles. L'évocation des mères et des enfants – *topos* des victimes innocentes – détenus au Vélodrome d'Hiver (lieu réservé aux compétitions sportives et non pas destiné à retenir prisonniers des êtres humains) dans des conditions qui leur causent « d'immenses souffrances » suffit d'ailleurs à créer une « orientation émotionnelle » et à « éveiller des sentiments d'injustice et de pitié » (Plantin 1997 : 87).
- 16 L'argument de la pitié est ici associé au sentiment d'angoisse qui « exprime une grande inquiétude, une anxiété profonde née du sentiment d'une menace imminente » (le *Larousse*) et pour cause... L'angoisse pour l'avenir des personnes enfermées au Vel d'Hiv est justifiée par des faits connus que l'Église préfère ne pas rappeler. En effet, elle a été – comme d'autres – témoin de la promulgation du Statut des Juifs en 1940, puis celui de 1941 encore plus sévère, de l'aryanisation des biens juifs, des premiers internements au camp de Drancy ouvert en août 1941 et des premières déportations en mars 1942. Aussi, à la suite de ces mesures inhumaines, la rafle massive des juifs et leur détention au Vélodrome d'Hiver font craindre le pire.
- 17 D'où « le cri de notre conscience » – qui amplifie l'intensité émotionnelle de l'indignation en laquelle se mue la compassion. Mais il y a plus. L'expression « nous ne pouvons étouffer le cri de notre conscience » est une expression consacrée qui se réfère non pas seulement à la voix intérieure qui nous porte à faire quelque chose ou nous en détourner (*Dictionnaire de l'Académie française*), mais aussi à la connaissance naturelle du bien et du mal qui permet de juger des actions à accomplir. « Nous ne pouvons étouffer » répond, par la négation polémique, à l'affirmation selon laquelle il est demandé à tous d'accepter sans mot dire la condition faite aux juifs, et de fermer les yeux sur les arrestations et les déportations injustes et inhumaines. A travers une expression familière au discours religieux, les prélats redonnent ses droits à l'éthique.
- 18 L'appel à la pitié est encadré par des valeurs éthiques mais aussi chrétiennes qui en renforcent la portée. La lettre évoque ainsi les « droits de la charité » pour fonder en légitimité le sentiment de pitié et l'aide à son prochain qu'il doit déclencher : il s'agit des valeurs fondamentales de la religion chrétienne, auxquelles on ne peut se dérober. Elles sont indissociables des valeurs de justice, liées aux valeurs chrétiennes par un « et » qui le met sur un pied d'égalité : « les exigences de la justice et les droits de la charité », et encadrées par des principes humanitaires eux aussi en prise sur les valeurs chrétiennes : « C'est au nom de l'humanité et des principes chrétiens » que s'élève une protestation « en faveur des droits imprescriptibles de la personne humaine ».
- 19 Cette lettre est adressée directement au Maréchal, sans pour autant le désigner ouvertement comme responsable des « durs traitements infligés » aux juifs mais en le sollicitant d'intervenir. Le choix de la forme passive – arrestations opérées, traitements qui ont été infligés, etc. – effectue un effacement des agents responsables qui permet aux représentants de l'Église de faire entendre leur voix. De même, ils peuvent

annoncer un état de fait en laissant dans le vague la source de ces informations (l'emploi de « on nous rapporte » en est encore une précaution), tout en considérant ces faits comme indubitables : arrestations, durs traitements, immenses souffrances.

- 20 Il est vrai que l'action demandée en fin de missive à Pétain n'est pas détaillée, mais elle est signifiée implicitement : « Nous vous demandons, Monsieur le Maréchal, qu'il vous plaise d'en tenir compte ». Il en ressort que les représentants de l'Église prient le Maréchal d'arrêter les arrestations massives et les conditions inhumaines de déportation.
- 21 Cet appel n'a pas eu d'incidence sur les autorités de Vichy. Cependant, récupéré par la presse clandestine française, il a beaucoup influencé la population française à venir en aide aux victimes. Parfois ceux qui ont œuvré à leur sauvetage – et il y en a eu beaucoup – ont mis leur propre vie en péril et certains ont même été déportés.

3. 2. La lettre de l'archevêque de Toulouse : les juifs « sont nos frères »

- 22 Sur le même sujet, la lettre pastorale de Mgr Jules-Géraud Saliège⁴, archevêque de Toulouse, et premier haut dignitaire de l'Église catholique à dénoncer publiquement la persécution des juifs par les autorités de Vichy, est lue en chaire le 23 août 1942 dans toutes les églises de son diocèse malgré l'interdiction préfectorale :

Mes très chers Frères,

Il y a une morale chrétienne, il y a une morale humaine qui impose des devoirs et reconnaît des droits. Ces devoirs et ces droits, tiennent à la nature de l'homme. Ils viennent de Dieu. On peut les violer. Il n'est au pouvoir d'aucun mortel de les supprimer.

Que des enfants, des femmes, des hommes, des pères et des mères soient traités comme un vil troupeau, que les membres d'une même famille soient séparés les uns des autres et embarqués pour une destination inconnue, il était réservé à notre temps de voir ce triste spectacle.

Pourquoi le droit d'asile dans nos églises n'existe-t-il plus ?

Pourquoi sommes-nous des vaincus ?

Seigneur ayez pitié de nous.

Notre-Dame, priez pour la France.

Dans notre diocèse, des scènes d'épouvante ont eu lieu dans les camps de Noé et de Récébédou. Les Juifs sont des hommes, les Juives sont des femmes. Tout n'est pas permis contre eux, contre ces hommes, contre ces femmes, contre ces pères et mères de famille. Ils font partie du genre humain ; ils sont nos frères comme tant d'autres. Un chrétien ne peut l'oublier.

France, patrie bien aimée France qui porte dans la conscience de tous tes enfants la tradition du respect de la personne humaine. France chevaleresque et généreuse, je n'en doute pas, tu n'es pas responsable de ces horreurs.

- 23 Dans cette lettre adressée cette fois directement aux fidèles, l'archevêque témoigne de la déportation des juifs et de la séparation des familles qui se déroulent dans son diocèse. Les lieux sont précisés et nommés : il s'agit des camps de Noé et de Récébédou, aussi les faits ne sont plus à nier.
- 24 Une fois de plus, l'appel à la pitié est encadré par une éthique chrétienne et humaniste. Le rappel insistant de l'humanité des victimes est marqué par les répétitions : « Les Juifs sont des hommes, les Juives sont des femmes. Tout n'est pas permis contre eux, contre ces hommes, contre ces femmes, contre ces pères et ces mères de famille. Ils font

partie du genre humain ; ils sont nos Frères ». Cette déclaration est capitale car elle se présente comme un contre-discours : dans la mesure où il se réfère implicitement à la déshumanisation des victimes par l'idéologie nazie et par le traitement que leur inflige le gouvernement de Vichy, l'énoncé « Les Juifs sont des hommes » est polémique. De même, l'énoncé « Tout n'est pas permis contre eux » est une négation polémique qui s'élève contre le discours diffusé par l'Allemagne nazie. Le rappel des principes chrétiens et de leur valeur de fraternité – « ils sont nos frères comme tant d'autres » – vient contrer et dénoncer un rapport à l'autre qui trahit le message de l'Église.

- 25 A la vue du « triste spectacle » qu'il évoque, l'archevêque implore la pitié du Christ et de la Vierge Marie car il attribue au châtement divin la décadence morale de la France. Cet appel à la pitié (*Kirie eleison*) pour lui et ses fidèles qui se reconnaissent pécheurs – selon la foi chrétienne – est un argument influent pour émouvoir et pour éveiller la conscience des allocutaires.
- 26 A ces valeurs chrétiennes et humaines qui sous-tendent l'appel à la pitié, s'ajoute également le sentiment de patriotisme. En effet, l'archevêque Saliège ne se présente pas seulement comme un authentique chrétien, mais aussi comme un Français outragé : « Pourquoi le droit d'asile dans nos églises n'existe-t-il plus ? Pourquoi sommes-nous des vaincus ? » Il manifeste son ardeur patriotique pour la France et ses traditions usurpées : « France, patrie bien aimée France qui porte dans la conscience de tous tes enfants la tradition du respect de la personne humaine. France chevaleresque et généreuse, je n'en doute pas, tu n'es pas responsable de ces horreurs ». Il ne s'agit pas seulement de déresponsabiliser la France (ce qui est une façon de ne pas attaquer Pétain de front), mais surtout d'affirmer avec insistance – « je n'en doute pas » – que les terribles événements qui se produisent sur son territoire vont à l'encontre de la tradition française, qu'ils trahissent. Les valeurs chrétiennes et la tradition française se rejoignent ici dans le « respect de la personne humaine ».
- 27 En réalité, cet appel à la pitié est surtout adressé à Pétain afin de le convaincre de ne pas exécuter les ordonnances nazies. S'il n'est pas nommé explicitement, c'est que l'archevêque Saliège – comme la plupart des ecclésiastiques – lui est demeuré fidèle et a reconnu la légitimité du gouvernement de Vichy. L'archevêque sait peut-être aussi qu'une critique directe annulerait toutes ses chances d'être entendu.
- 28 Et de fait cette lettre devint un véritable manifeste reproduit à des centaines de milliers d'exemplaires et diffusé par les résistants dans toute la France. Elle marquera un tournant dans l'opinion publique française de cette époque. En effet, davantage de Français se montreront prêts à s'opposer aux actions antijuives du régime de Vichy. L'archevêque Saliège donna également l'ordre aux religieux et religieuses de son diocèse de cacher des juifs et surtout des enfants (*Dictionnaire des Justes de France* 2003 : 516), comprenant que pour sauver des juifs il n'y avait pas d'autres alternatives d'action.

3. 3. Lettre de l'évêque de Montauban : « la protestation indignée de la conscience chrétienne »

- 29 Mgr Pierre-Marie Théas, évêque de Montauban rédige à son tour une lettre pastorale de protestation dénonçant publiquement la politique antijuive de Vichy et demande à ce qu'elle soit lue en chaire, le dimanche 30 août 1942, dans toutes les églises et les chapelles de son diocèse :

Mes biens chers frères,

Des scènes douloureuses et parfois horribles se déroulent en France, sans que la France soit responsable.

A Paris, par des dizaines de milliers, des juifs ont été traités avec la plus barbare sauvagerie. Et voici que dans nos régions, on assiste à un spectacle navrant : des familles sont disloquées : des hommes et des femmes sont traités comme un vil troupeau, et envoyés vers une destination inconnue avec la perspective des plus graves dangers.

Je fais entendre la protestation indignée de la conscience chrétienne et je proclame que tous les hommes aryens ou non-aryens, sont frères parce que créés par le même Dieu ; que tous les hommes, quelles que soient leur race ou leur religion, ont droit au respect des individus et des États.

Or, les mesures antisémites actuelles sont un mépris de la dignité humaine, une violation des droits les plus sacrés de la personne et de la famille.

Que Dieu console et fortifie ceux qui sont indignement persécutés ! Qu'il accorde au monde la paix véritable et durable, fondée sur la justice et la charité !

† Pierre-Marie, évêque de Montauban.

A lire sans commentaire à toutes les messes, dans toutes les églises et chapelles du diocèse, le dimanche 30 août 1942.

- 30 Cette lettre de l'Évêque de Montauban sur le respect de la personne humaine est assez semblable à la précédente : la protestation prend appui sur un appel à la pitié lié à la charité chrétienne (« Qu'il accorde au monde la paix véritable et durable, fondée sur la justice et la charité ! »). L'évêque affirme sa prise de position avec des axiologiques suggestifs, qui allient éthique et émotion : « A Paris, par des dizaines de milliers, des juifs traités avec la plus barbare sauvagerie », des hommes et femmes comparés à « un vil troupeau » (on retrouve la comparaison de l'archevêque Saliège), « envoyés vers une destination inconnue, avec la perspective des plus graves dangers », « ceux qui sont indignement persécutés ». La lettre dénonce ici une violation intolérable de tous les principes religieux et éthiques mais aussi implicitement la devise du régime de Vichy : travail, famille, patrie : « Et voici que dans nos régions, on assiste à un spectacle navrant : déportations, familles disloquées... ». Implicitement, le locuteur retourne contre Pétain les valeurs de la famille que ce dernier revendique
- 31 Ajoutons que la compassion est éveillée non seulement par une description précise des atrocités, mais aussi par l'implication morale – « car sans morale, pas de pitié » – et surtout émotionnelle de l'énonciateur (Boltanski 1993 : 29). Comme l'affirme encore Boltanski, « la qualité de l'émotion, qui ne trompe pas, est l'épreuve de réalité qui permet de résorber le doute, toujours possible, sur l'authenticité des souffrances endurées par le malheureux » (123).
- 32 Et en effet, si le texte présente une même construction argumentative, il le fait cependant avec une prise de position beaucoup plus marquée. En effet, l'archevêque Saliège délègue ses propos à un collectif – « nous, notre, nos » –, alors que l'Évêque de Montauban utilise sa voix personnelle, en disant « je » de façon très assertive pour clamer sa protestation. Celle-ci est, comme dans la première lettre, le cri de la conscience chrétienne outragée – cri qui s'accompagne du rappel de la doctrine chrétienne, fortement prise en charge par le prélat qui se dresse explicitement contre les discours qui la trahissent : « et je proclame que tous les hommes, aryens ou non aryens, sont frères parce que créés par le même Dieu ». Le verbe « proclamer » qui signifie « annoncer hautement et parfois hardiment quelque chose en cherchant à atteindre le public le plus vaste » (TLFi), marque l'impact que le locuteur entend donner à sa parole. Il manifeste aussi le courage dont il fait montre dans son refus d'accepter la

persécution des juifs en bravant un régime politique collaborateur que les représentants de l'Église ne peuvent cependant attaquer de front.

- 33 Cependant, le locuteur dans son allocution commence par la déresponsabilisation de la France. Comme dans la lettre précédente, le Maréchal et son gouvernement ne sont pas mentionnés explicitement. Aussi « la France » reste une expression assez vague, car elle peut tout aussi bien représenter le Maréchal, le gouvernement, que le peuple français (qui, effectivement, n'est pas responsable des exactions). Par cet incipit, l'évêque de Montauban, qui exprime hautement sa réprobation, se donne l'avantage de ne pas projeter au départ un ethos de censeur, mais bien l'image d'un homme profondément solidaire de la France. Il peut ainsi s'attirer la bienveillance de l'auditoire pour mieux, par la suite, dénoncer avec horreur et indignation la persécution des juifs.
- 34 En protestant contre la persécution des juifs et en faisant appel à la pitié de son auditoire, le locuteur reprend implicitement les grands principes de la République, et dénonce l'idéologie nazie par la référence à la théorie des races et de la supériorité des aryens. C'est au nom de la fraternité, de l'égalité et de la liberté qu'il construit son argumentation : « tous les hommes, aryens ou non aryens sont frères parce que créés par le même Dieu », « quelles que soient leur race ou leur religion, [ils] ont droit au respect des individus et des États ». Le respect de l'autre est le garant de sa liberté. Et cette idée s'explique encore dans le paragraphe suivant à propos des mesures antisémites actuelles : elles sont « un mépris de la dignité humaine, une violation des droits les plus sacrés de la personne et de la famille ». L'antisémitisme et les actes auxquels il conduit sont ici blâmés dans les termes les plus cinglants et définis comme une atteinte aux droits de la personne et de la dignité humaine. Ainsi, dans la France de 1942, la voix d'un homme d'Église s'élève solennellement pour blâmer l'antisémitisme régnant, la doctrine de la « race » aryenne et les actes inhumains auxquels ces principes anti-chrétiens et immoraux aboutissent.
- 35 Il est intéressant de relever la petite note à la fin de la lettre après la signature : « A lire sans commentaire... », comme s'il prévoyait, comme suite à ses propos, une éventuelle polémique théologique ou autre... ce qui engage encore plus la responsabilité de l'énonciateur et renforce sa prise de position inébranlable. La force argumentative de ces déclarations consiste donc aussi dans le refus *a priori* de toute forme de réfutation et de discussion.
- 36 Après la diffusion de cette lettre pastorale, Mgr Pierre-Marie Théas décida, au péril de sa vie, de poursuivre son action : dans son évêché, il mit un bureau à la disposition de ceux qui voulaient œuvrer au sauvetage des juifs comme la fabrication de faux-papiers ; il demanda également aux directeurs de toutes les institutions catholiques de son diocèse de cacher des juifs. Pour son attitude critique à l'égard du gouvernement de Vichy et de ses actes de résistance, il fut arrêté par la Gestapo et interné au camp de Compiègne en juin 1944. Il n'en sortit qu'à la libération échappant de peu à la déportation. (Klarsfeld 1993 : 1139 ; *Dictionnaire des Justes de France* 2003 : 544)

3.4. La lettre de l'archevêque de Lyon, primat des Gaules : « les exigences impérieuses de la charité chrétienne »

- 37 Le cardinal Gerlier, archevêque de Lyon et en sa qualité de primat des Gaules chef de l'Église de France, fait lire en chaire une adresse analogue le dimanche 6 septembre 1942 :

L'exécution des mesures de déportation qui se poursuivent actuellement contre les juifs donne lieu sur tout le territoire à des scènes si douloureuses que nous avons l'impérieux et pénible devoir d'élever la protestation de notre conscience. Nous assistons à une dispersion cruelle des familles où rien n'est épargné, ni l'âge, ni la faiblesse, ni la maladie. Le cœur se serre à la pensée des traitements subis par des milliers d'êtres humains et plus encore en songeant à ceux qu'on peut prévoir.

Nous n'oublions pas qu'il y a pour l'autorité française un problème à résoudre, et nous mesurons les difficultés auxquelles doit faire face le gouvernement.

Mais qui voudrait reprocher à l'Église d'affirmer hautement en cette heure sombre et en présence de ce qui nous est imposé, les droits imprescriptibles de la personne humaine, le caractère sacré des liens familiaux, l'inviolabilité du droit d'asile et les exigences impérieuses de cette charité fraternelle dont le Christ a fait la marque distinctive de ses disciples ? C'est l'honneur de la civilisation chrétienne, et ce doit être l'honneur de la France, de ne jamais abandonner de tels principes.

Ce n'est pas sur la violence et la haine qu'on pourra bâtir l'ordre nouveau. On ne le construira, et la paix avec lui, que dans le respect de la justice, dans l'union bienfaisante des esprits et des cœurs, à laquelle nous convie la grande voix du Maréchal, et où reflleurira le séculaire prestige de notre patrie.

Daigne Notre-Dame de Fourvière nous aider à en hâter le retour !

- 38 Le pathos empreint d'indignation exprimé par des axiologiques – « des scènes si douloureuses », « dispersion cruelle des familles » – imprègne le discours de l'énonciateur tout en participant de la construction de l'évènement, car ils fournissent des informations précises et poignantes concernant la situation des juifs à ce moment-là. Cela rend l'appel à la pitié – amplifié émotionnellement et actualisé – d'autant plus crédible et par là persuasif. Aristote écrit à ce propos que

des choses récemment arrivées ou qui doivent bientôt arriver, excitent une plus vive pitié. [...] Et ce qui émeut surtout la pitié, c'est de voir d'honnêtes gens en de telles situations critiques ; car tous ces cas excitent davantage la pitié parce qu'ils apparaissent proches, et aussi parce que nous pensons que la victime ne méritait pas un tel sort et parce que le malheur apparaît à nos yeux (*Rhét.*, 1386 b).

- 39 Dans cette lettre, le cardinal Gerlier explique lui aussi son intervention par une obligation morale, qui s'impose de façon catégorique et absolue : il parle d'un « impérieux et pénible devoir ». Il utilise le terme de « protestation » – qui est en un premier temps la protestation morale de la conscience, mais qu'il importe de faire entendre publiquement, comme l'indique la formulation « élever la protestation de notre conscience ».
- 40 Le « nous » englobe aussi bien le signataire que l'ensemble de ceux dont il se fait le porte-parole au nom des valeurs partagées, celles de la chrétienté avant tout – il proteste au nom de « l'honneur de la civilisation chrétienne » –, mais aussi de l'« honneur de la France ». La protestation indignée se fait entendre contre les déportations, « la dispersion cruelle des familles », et contre la persécution des milliers d'êtres humains. Ces dénonciations sont reprises par la suite dans une démarche argumentative légitimant sa prise de position : elles visent la violation des valeurs chrétiennes : les « droits imprescriptibles de la personne humaine », le « caractère sacré des liens familiaux », « l'inviolabilité du droit d'asile » et la « charité fraternelle » qui sont le propre des disciples du Christ. Et en même temps, elles déculpabilisent l'Église à qui cette protestation contre la politique du gouvernement de Vichy pourrait être reprochée, par une question rhétorique : « Mais qui voudrait reprocher à l'Église d'affirmer hautement [...] en cette heure sombre et en présence de ce qui nous est imposé ? »

- 41 La cible de cet appel où la pitié envers les victimes soulève une vive protestation n'est pas explicitée. Comme dans la lettre précédente, il ne s'agit pas d'une attaque directe – et pour cause, car le cardinal Gerlier avait une fervente admiration pour Pétain et bien qu'il ait critiqué publiquement la politique antijuive de Vichy, il ne la rejetait pas complètement. Discours ambigu donc, car l'énonciateur non seulement procède à un acte de déculpabilisation et de déresponsabilisation du Gouvernement mais aussi soutient sa politique de collaboration et indirectement la justifie en reconnaissant implicitement qu'il y a un problème juif : « il y a pour l'autorité française un problème à résoudre, et nous mesurons les difficultés auxquelles doit faire face le Gouvernement ». On trouve d'une part, une attaque sous-entendue contre la politique de Pétain à l'égard des juifs : « Ce n'est pas sur la violence et la haine qu'on pourra bâtir l'ordre nouveau » – « l'ordre nouveau » étant un concept central du gouvernement de Vichy exposé par Pétain lors d'une allocution le 11 octobre 1940 – et de l'autre, une reprise de ce concept et une mise en valeur de l'œuvre de Pétain dans une envolée et un lyrisme patriotiques : « On ne le construira, et la paix avec lui, que dans le respect de la justice, dans l'union bienfaisante des esprits et des cœurs, à laquelle nous convie la grande voix du Maréchal, et où reflurira le séculaire prestige de notre patrie ».
- 42 A travers ses propos, le cardinal Gerlier se construit un *ethos* de patriote, de fidèle chrétien respectueux de ses obligations d'humaniste. Cette construction d'une image de soi (Amossy 2010) est également, pour l'énonciateur, une forme d'autoprotection et de justification pour faire face à d'éventuelles critiques. Cependant, comme nous l'avons vu, sa parole est ambiguë car sous le couvert de l'appel à la pitié, il fait l'apologie du gouvernement en place, responsable des souffrances qu'il dénonce...

3. 5. Le pasteur Boegner : « les Églises sont tenues de s'élever contre une si grave méconnaissance de l'État de ses indéniables responsabilités »

- 43 Le pasteur Marc Boegner, président de la Fédération protestante de France, remet personnellement au maréchal Pétain, le 20 août 1942, une lettre condamnant clairement la législation antisémite du régime de Vichy. Cette lettre fut lue également dans toutes les paroisses de France et publiée dans les feuilles clandestines françaises :

Monsieur le Maréchal,

[...] l'indicible tristesse que ressentent nos Églises à la nouvelle des décisions prises par le Gouvernement français à l'encontre des Juifs étrangers [...] et de la manière dont elles ont été exécutées. [...] La vérité est que viennent d'être livrés à l'Allemagne des hommes et des femmes réfugiés en France pour des motifs politiques ou religieux dont plusieurs savent d'avance le sort terrible qui les attend.

Le christianisme avait, jusqu'à présent, inspiré aux nations en France, en particulier, le respect du droit d'asile. [...]

Je suis obligé d'ajouter, Monsieur le Maréchal, que la « livraison » de ces malheureux étrangers s'est effectuée en maints endroits, dans des conditions d'inhumanité qui ont révolté les consciences les plus endurcies et arraché des larmes aux témoins de ces mesures. Parqués dans des wagons de marchandises sans aucun souci d'hygiène, les étrangers désignés pour partir ont été traités comme du bétail [...]

L'Église réformée de France ne peut garder le silence devant la souffrance de milliers d'êtres humains qui reçoivent asile sur notre sol. [...] Le respect de la personne humaine que vous avez tenu à sacrer dans la Constitution dont vous

venez de doter la France a été maintes fois foulé aux pieds. Ici, encore, les Églises sont tenues de s'élever contre une si grave méconnaissance par l'État de ses indéniables responsabilités. [...]

Je vous supplie, Monsieur le Maréchal, d'imposer des mesures indispensables pour que la France ne s'inflige pas à elle-même une défaite morale dont le poids serait incalculable.

- 44 Dans cette lettre, contrairement aux précédentes, le pasteur Boegner, dénonce ouvertement des faits irréfutables et accablants pour le gouvernement de Vichy et met Pétain face à ses responsabilités : « les Églises sont tenues de s'élever contre une si grave méconnaissance par l'État de ses indéniables responsabilités ». En effet, au courant du mois d'août 1942, le gouvernement de Vichy a donné son accord pour la livraison d'au moins dix mille juifs étrangers et apatrides de zone libre internés dans les camps ou qui faisaient partie des Groupements de Travailleurs Étrangers. Ainsi, des convois de mille juifs quittaient la France pour Auschwitz au rythme de trois par semaine (Klarsfeld 1993 : 383).
- 45 Par cette dénonciation vigoureuse et directe, qui diffère des précautions oratoires et des procédés discursifs utilisés dans les autres discours pour éviter d'accabler le gouvernement de Vichy, le pasteur se construit un *ethos* d'autorité. Il tente ainsi de faire pression sur Pétain pour qu'il mette un terme ou du moins freine la déportation des juifs étrangers, qui compromettrait l'honneur et le prestige de la France (un argument par la conséquence qui vient à l'appui de sa requête).
- 46 Le pasteur commence sa lettre en exprimant l'indignation et le sentiment d'affliction – « l'indicible tristesse » – qu'éprouvent les Églises face aux mesures antijuives entreprises par le Gouvernement français, qui vont à l'encontre de la morale chrétienne dont la France a été la dépositaire. Puis il suscite un sentiment de pitié chez ses allocutaires en évoquant les conditions inhumaines dans lesquelles s'effectue la « livraison » à l'Allemagne de ces hommes et de ces femmes – assimilés à des marchandises – réfugiés en France et « le sort terrible » qui les attend. L'appel à la pitié, étayé par des axiologiques forts – « livraison » de ces malheureux étrangers dans des conditions d'inhumanité », « traités comme du bétail », « arraché des larmes aux témoins » –, est encadré ici, non seulement par des valeurs humaines et chrétiennes mais aussi par les impératifs du respect sacré du droit d'asile dont s'est doté la France – pays des Droits de l'Homme – et des principes juridiques.
- 47 Mais cette lettre du pasteur Boegner, comme celle des autres dignitaires, est restée sans effet. Par la suite, le pasteur interviendra encore à plusieurs reprises auprès de Pétain tout en entreprenant de nombreuses opérations de sauvetage. Par son action courageuse en faveur des juifs, le pasteur Boegner a risqué sa vie comme d'autres pasteurs protestants dont certains furent arrêtés et déportés (*Dictionnaire des Justes de France* 2003 : 101-102).

En guise de conclusion

- 48 Ces différentes adresses ont eu une visée commune, celle de protester contre les mesures inhumaines prises par le gouvernement de Vichy à l'égard des juifs et de sensibiliser l'opinion publique à leurs souffrances inhumaines. Dans le discours des dignitaires des Églises, on a analysé les modalités selon lesquelles le *pathos* et plus particulièrement l'appel à la pitié dans son rapport à la charité s'allie à une

argumentation par les valeurs, elle-même en prise sur des principes de droit. C'est par une démarche purement éthique et humanitaire au sein d'une vision chrétienne que les prélats interviennent. Ils soulignent tous l'impérieuse obligation de respecter les valeurs qui définissent la chrétienté, et qui priment sur toute autre considération. On remarque que les lettres, qui demandent toutes au gouvernement d'arrêter des mesures inhumaines, se gardent bien de soulever la question de savoir quelles conséquences pratiques un refus catégorique de se plier aux instructions de l'Occupant, ou d'accepter sans protester les mesures prises par Vichy, pourrait entraîner. Seul comptent le cri de la conscience et le devoir de pitié qui poussent à agir, en l'occurrence à élever une protestation publique.

- 49 On a vu toutefois que si ces lettres pastorales s'opposent avec véhémence au régime de Vichy, c'est seulement en ce qui concerne la législation antijuive, car d'une façon générale, les Églises de France ont reconnu la légitimité du gouvernement de Pétain. Ce qui n'était pas sans créer une tension entre protestation éthique et positionnement politique – tension dont on a tenté d'analyser la gestion dans la trame discursive et argumentative des textes épistolaires. On a montré en particulier comment les discours des prélats sont parvenus, dans la plupart des cas, à éviter l'écueil de l'attaque de front contre Pétain et son régime en se situant uniquement sur le plan de la religion et d'une protestation éthique universaliste.
- 50 On a vu cependant que les lettres ont différé par leur façon de faire appel au maréchal Pétain. De même, la question de la responsabilité du gouvernement de Vichy n'a pas été évoquée de la même façon. Le cardinal Gerlier, par exemple, a condamné dans sa lettre la souffrance des persécutés mais en même temps, il a réaffirmé son loyalisme envers le maréchal. Sa lettre pastorale reste bien en retrait par rapport à celles de l'archevêque Saliège et de l'évêque Théas qui ont dénoncé ouvertement la politique antisémite de Vichy, et plus encore à celle du Pasteur Boegner qui a mis Pétain face à ses responsabilités.
- 51 Cependant, si l'appel à la pitié encadré par des valeurs éthiques est généralement un outil puissant pour émouvoir et inciter à l'action, ces lettres n'ont eu aucune influence sur les autorités de Vichy. En revanche, on l'a dit, elles ont eu un certain impact sur la population française. En effet, ces lettres lues en chaire dans toutes les églises et les paroisses, reproduites à l'infini par la presse clandestine française, reprises dans les émissions de la France libre sur la BBC et diffusées dans toute la France⁵, ont profondément sensibilisé et ému l'opinion publique. Elles ne sont pas étrangères à l'aide apportée à tant de juifs par la population française.
- 52 Des extraits tirés de ces adresses réunis, entre autres, dans la feuille clandestine *Combat*, organe du Mouvement de Libération française, sous un titre emprunté à l'une d'elles⁶, « Au nom de l'humanité et des principes chrétiens », en sont un exemple. Les quelques lignes d'introduction soulignaient encore la visée de ces appels : « C'est avec émotion que le peuple de France a enfin écouté les appels des Princes de la Chrétienté. *Combat* ne se permet pas de commenter. Il prie ses lecteurs de méditer ». Bien que le journal prétende n'émettre aucun commentaire – car finalement tout est dit –, mais invite seulement les lecteurs à méditer, en d'autres termes à user de leur libre arbitre, l'adverbe « enfin » exprime un soulagement et implicitement une certaine appréciation. Mais « enfin » supposait aussi et surtout une certaine mobilisation émotionnelle des citoyens autour de la souffrance des juifs qu'ils avaient jusqu'alors ignorée ou à laquelle ils s'étaient peut-être montrés indifférents.

BIBLIOGRAPHY

Corpus

- « Les arrestations massives de Juifs et l'Épiscopat français », *Nouvelliste valaisan*, 9 septembre 1942
- « En France. L'épiscopat et les mesures prises contre les Juifs », *Courrier de Genève*, 12 septembre 1942
- « Contre les méthodes de l'antisémitisme. Une protestation des évêques de France », *Feuille d'Avis de Neuchâtel*, 14 septembre 1942
- « Autour de la guerre. Encore des protestations de hauts prélats contre le traitement infligé aux Juifs en France », *Le Jura*, 15 septembre 1942
- « Les prélats français protestent contre l'antisémitisme », *La Tribune de Genève*, 16 septembre 1942
- « Contre les arrestations des Juifs en zone occupée. Une protestation des cardinaux et archevêques », *Journal de Genève*, 16 septembre 1942
- « La voix des évêques de France. Il faut défendre ce qui est humain », *La Sentinelle*, 17 septembre 1942, page 1
- « Les Juifs persécutés en France », *Gazette de Lausanne*, 18 septembre 1942
- « Le drame d'Israël », *Semeur vaudois*, 10 octobre 1942

Études

- Amossy, Ruth. 2010. *La présentation de soi. Ethos et identité verbale* (Paris : PUF)
- Aristote. 1998. *Rhétorique*. Trad. par Médéric Dufour et André Wartelle. (Paris : Gallimard)
- Boltanski, Luc. 1993. *La souffrance à distance* (Paris : Métailié)
- Dictionnaire des Justes de France*. 2003 (Paris : Fayard)
- Edelstein, Francine. 2015, « La presse suisse pendant la Seconde Guerre mondiale face à la Shoah », *Revue d'Histoire de la Shoah* 203 « Les neutres d'Europe face au génocide 1941-1945 », 123-148
- Fouilleux, Etienne. 2002-1. « Église catholique et Seconde Guerre mondiale » *Vingtième Siècle. Revue d'Histoire* 73, 111-124
- Friedländer, Saul. 2008. *Les années d'extermination. L'Allemagne nazie et les Juifs 1939-1945* (Paris : Seuil)
- Kimball, Robert H. 2001. "Moral and Logical Perspectives on Appealing to Pity", *Argumentation* 15, 331-346
- Klarsfeld, Serge. 1993. *Le calendrier de la persécution des Juifs en France 1940-1944* (Paris : FFDJF)
- Klarsfeld, Serge. 2001. *Vichy-Auschwitz, La « solution finale » de la question juive en France* (Paris : Fayard)
- Paxton, Robert O. 1973. *La France de Vichy 1940-1944* (Paris : Seuil)
- Plantin, Christian. 1997. « L'argumentation dans l'émotion », *Pratiques* 96 « Linguistique, littérature, didactique », 81-100

Poznanski, Renée. 2008. *Propagandes et persécutions. La Résistance et le « problème*

juif » 1940-1944 (Paris : Fayard)

Walton, Douglas. 1992. *The Place of Emotion in Argument* (University Park, Pa.: Pennsylvania State U. P.)

Walton, Douglas. 1997. *Appeal to pity – Argumentum ad Misericordiam*. (Albany: State U. of New York P.)

NOTES

1. Pour les références, voir la bibliographie. On n'a retenu que quelques-uns des articles parus dans la presse suisse romande. Cf. aussi Edelstein 2015.
2. Voir l'article de Roselyne Koren dans le présent numéro.
3. Jean Laroche, <https://www.levangile.com/Dictionnaire-Biblique/Definition-Westphal-1097-Charite.htm>
4. Dans le jardin de la cathédrale Saint-Etienne à Toulouse, on peut lire cette lettre gravée dans le marbre des deux côtés du buste de Mgr Saliège.
5. Elles ont aussi été largement publiées, souvent dans leur intégralité, par la plupart des journaux suisses romands – on l'a vu – dont certains pouvaient même être trouvés dans quelques kiosques en France.
6. Combat n° 34, septembre 1942

ABSTRACTS

In France, following the mass arrests and the deportation of the Jews during the summer of 1942, high dignitaries of the Catholic and Protestant Churches in the occupied zone launched an appeal to pity and expressed for the first time their indignation in the public sphere. Through the discursive and argumentative analysis of five of their letters, this contribution examines appeal to pity in its relation to protest understood as a speech act linked to an event arousing strong opposition and stirring outrage. It shows the way pity is connected to the Christian virtue of charity, but also to various other values such as justice or the right to asylum, in order to nourish a vehement moral protest. It also examines in the framework of the epistolary texts the way in which the tension between ethical protest and political positioning is managed. Indeed, the question of the responsibility of the Vichy government, to which the Church had pledged allegiance, is problematic and is dealt with differently by the different prelates.

En France, suite aux arrestations massives et à la déportation des juifs pendant l'été 1942, de hauts dignitaires des Églises catholique et protestante de la zone occupée, appelant à la pitié envers les victimes, ont pour la première fois manifesté leur indignation dans la sphère publique. A travers l'analyse discursive et argumentative de cinq de leurs lettres, cette contribution examine l'appel à la pitié dans son rapport à la protestation, comprise comme un acte de langage lié à un événement auquel on s'oppose fortement et contre lequel on s'indigne. Elle étudie la manière dont l'appel à la pitié se construit dans son rapport à la vertu chrétienne de charité,

mais aussi à diverses autres valeurs comme la justice ou le droit d'asile, pour nourrir une véhémence protestation morale. Elle examine également dans la trame des textes épistolaires la façon dont est gérée la tension entre protestation éthique et positionnement politique ; en effet la question de la responsabilité du gouvernement de Vichy auquel l'Église avait fait allégeance, fait problème et n'est pas évoquée de la même façon par les différents prélats.

INDEX

Keywords: appeal to pity, Catholic and Protestant Church, protest, Shoah, Vichy government

Mots-clés: appel à la pitié, Eglises catholique et protestante, gouvernement de Vichy, protestation, Shoah

AUTHOR

FRANCINE EDELSTEIN

Université de Tel-Aviv, ADARR